



REPRÉSENTATION PERMANENTE  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
A GENÈVE

## Conseil des Droits de l'Homme – 16<sup>e</sup> session

### Point 5 de l'ordre du jour : Rapport du Comité Consultatif sur la discrimination dans le contexte du droit à l'alimentation

(Genève, le 15 mars 2011)

#### Intervention de M. Jean Feyder, Représentant permanent du Luxembourg

Monsieur le Président,

Le Luxembourg se rallie à la déclaration faite par la Hongrie au nom de l'UE.

Il salue surtout les deux rapports soumis par le Comité consultatif sur la question de la discrimination dans le contexte du droit à l'alimentation. Il a également été honoré d'avoir pu présider un panel sur cette question la semaine passée.

La question des droits des paysans suscite tout notre intérêt d'abord étant donné **l'importance de la population concernée**, à savoir au total plus de 2,6 milliards de personnes, soit plus de 40 % de la population mondiale.

**80% des personnes souffrant de faim et de malnutrition, soit au moins 700 millions de personnes, vivent en milieu rural.** Environ 50 % de ces personnes sont des petits paysans, 20 % sont des paysans sans terre et 10 % sont des éleveurs nomades, des pêcheurs et des utilisateurs de la forêt.

Ces mêmes personnes constituent également la large majorité des **personnes les plus pauvres de notre planète**. Malnutrition et pauvreté sont souvent les deux aspects, les deux faces d'une même réalité. La lutte contre la pauvreté demande de mieux connaître les personnes concernées par ce fléau.

**Ce sont les femmes paysannes, responsables de 60 à 80 % de la production agricole, qui sont particulièrement discriminées** qu'il s'agisse de l'accès au crédit, de l'accès à la terre ou des droits d'héritage.

Le développement des agro-carburants et l'acquisition de terres dans les pays en développement que certains qualifient de '*land-grabbing*' conduit souvent à des **expulsions de terre** et à la méconnaissance flagrante de droits des communautés rurales et des paysans qui y vivent.

Enfin, les problèmes d'accès aux semences et d'accès à la terre appellent des solutions nouvelles.

Voilà autant de raisons que notre Conseil examine cette question de la discrimination et de la protection des droits des paysans. Le Luxembourg est disposé à soutenir les pays en développement dans leurs efforts à mieux respecter les droits de l'Homme d'une population trop longtemps restée marginalisée et discriminée.

Je vous remercie.